

LETTRE OUVERTE À LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DU G7

Sommet du G7, Biarritz, France, 24-26 août 2019

Les nouvelles technologies, le numérique peuvent favoriser la violence, l'insécurité et les inégalités, et le Sommet du G7 à Biarritz, en France, accorde à juste titre la priorité à la lutte contre ces menaces. Cette lettre ouverte d'ONG opérationnelles traitant des contenus criminels contre les enfants est un témoignage et un rappel qu'afin de protéger l'humanité, il est nécessaire de combiner innovation technologique, mais aussi la protection des personnels et la coopération.

Grâce à la mobilisation des parties prenantes et au nouvel élan donné par des initiatives d'envergure telles la fusion en 2016 de l'Alliance Mondiale WePROTECT, nous, nos sociétés et économies, gagnons collectivement du terrain dans la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels des enfants en ligne. Pourtant, les tendances inquiétantes de la diffusion en direct et de l'accès à la demande, avec des victimes aussi jeunes que des bébés et des nourrissons, nous rappellent quotidiennement l'évolution, la nature commerciale et l'extrême gravité du problème. Pour s'attaquer aux crimes les plus odieux et à un état de la menace des plus évolutifs, il faut une action plus ciblée et des engagements renouvelés au plus haut niveau.

À une époque où la régulation de l'Internet figure en tête des priorités, les bonnes pratiques et les succès remportés dans la lutte contre ces types de contenus illicites et dangereux illustrent les partenariats solides qui existent entre les autorités, le secteur privé et la société civile. C'est pourquoi, en nous appuyant sur la [Déclaration d'engagement du G7 de Charlevoix](#) de l'an dernier [pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe et sur le genre, ainsi qu'aux abus et au harcèlement dans l'univers du numérique](#), nous, services de signalement des contenus illicites et laboratoires d'innovation en France et aux Etats-Unis, souhaitons partager notre expertise et souligner les domaines de coopération et les améliorations possibles. Nous pensons que nos réflexions et recommandations peuvent, sous l'actuelle présidence française du G7 et dans la perspective de la présidence américaine du G7 en 2020, contribuer aux discussions et au volet « *Bâtir ensemble un numérique de la confiance* », plus particulièrement sur :

→ **Une technologie plus intelligente** : partage des bases de signatures de contenus illégaux, intégration progressive de l'IA dans les processus, nouveaux modes de signalement des contenus illégaux en ligne pour les citoyens ;

→ **La protection des personnels** : lignes directrices visant à protéger les analystes et les professionnels en première ligne, notamment par la mise en œuvre de processus automatisés pour éviter l'exposition inutile à des contenus violents déjà traités ;

→ **Une coopération plus étroite** : accélérer les procédures de notification et de retrait sans compromettre les enquêtes en cours, promouvoir des solutions innovantes et le partage intersectoriel des données pour réduire la disponibilité de contenus à caractère pédopornographique et empêcher la revictimisation en ligne des enfants, tout en soutenant le renforcement des capacités et la formation.

Notre collaboration dans le cadre de projets pilotes et novateurs n'aurait pas été possible sans le soutien indéfectible des grandes entreprises de services technologiques, qu'il s'agisse de startups ou de leaders mondiaux, ainsi qu'au partenariat avec les forces de police, ni sans notre adhésion à INHOPE qui regroupe les points de signalement d'une quarantaine de pays membres dans la lutte mondiale contre les abus sexuels sur mineurs, et comprend le Centre canadien pour la protection de l'enfance, pour le Royaume Uni, la *Internet Watch Foundation* (IWF), pour le Japon, la *Safer Internet Association*, pour l'Allemagne *Jugendchutz.net*, eco – l'Association allemande du secteur internet et *Die Freiwillige Selbstkontrolle Multimedia-Diensteanbieter* (FSM), ainsi que pour l'Italie, *Telefono Azzurro* et *Save the Children Italia*. Une coopération plus étroite, associée à une technologie plus intelligente et à la détermination de professionnels dévoués, qui doivent regarder les contenus en vue de leur qualification et retrait, ont permis d'identifier et de secourir davantage de victimes. L'impact est réel. En 2018, la base de données d'INTERPOL sur l'exploitation sexuelle des enfants (ICSE) a identifié 15 nouvelles victimes par jour.



Point de Contact a lancé lors du Forum international sur la cybersécurité (FIC) un Livre blanc intitulé "[Pédopornographie et propagande terroriste en ligne | Traitement des contenus et protection des professionnels](#)". *Point de Contact* adapte aussi le signalement des contenus illicites aux nouvelles utilisations numériques et aux jeunes générations, avec [un bouton de signalement "nouvelle génération"](#), disponible comme extension de navigateur.



NATIONAL CENTER FOR
**MISSING &
EXPLOITED**

CHILDREN *Le National Center for Missing and Exploited Children (NCMEC) opère la Cybertipline. En vertu de la loi fédérale américaine, les fournisseurs de services électroniques basés aux États-Unis sont tenus de signaler tout cas d'images d'abus sexuels sur mineurs à la Cybertipline. À ce jour, plus de 1 400 entreprises sont inscrites à la Cybertipline de NCMEC et, en 2018, elle a reçu plus de 18 millions de signalements d'entreprises établies aux États-Unis.*